

La ville en question - analyse des dynamiques urbaines en Algérie

Saïd Belguidoum

▶ **To cite this version:**

Saïd Belguidoum. La ville en question - analyse des dynamiques urbaines en Algérie. Penser la ville - approches comparatives, Oct 2008, Khenchela, Algérie. pp.1. halshs-00380510

HAL Id: halshs-00380510
https://shs.hal.science/halshs-00380510

Submitted on 1 May 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La ville en question – analyse des dynamiques urbaines en Algérie

Saïd Belguidoum[1]

La question urbaine est au cœur des mutations de la société algérienne. Espace de vie de près de 80% de la population en 2008, l'urbain de par ses effets, est devenu le cadre structurant de l'ensemble de la population. En 45 ans, le phénomène a été massif, rapide et parfois brutal tant les bouleversements dans les modes de vie et les structures sociales ont été profonds.[2]
Phénomène particulièrement complexe dans sa genèse, dans ses manifestations comme dans ses effets, l'urbanisation a été, jusqu'à ces dernières années, insuffisamment étudiée. Elle a été plus abordée sous l'angle de ses manifestations empiriques que sous celui de ses dynamiques.
L'objet de notre texte sera de proposer les éléments d'une lecture des processus d'urbanisation à partir des dynamiques sociales qui les alimentent, de poser les termes d'une analyse des rapports entre la structure sociale et la structure urbaine. Car ce qui est au coeur des dynamiques urbaines, ce sont les processus de recomposition de la structure sociale.

La question urbaine en Algérie : un rapide état des lieux

La nature des transformations sociétales en Algérie ne peut se comprendre sans mettre en avant le rôle important, mais pas unique, joué par l'Etat et les pouvoirs publics. Dans le domaine de l'urbanisation ce rôle est évident, les pouvoirs publics interviennent non seulement pour définir le cadre réglementaire mais aussi en tant que maître d'œuvre des grands projets urbains.
Il ne s'agira pas ici d'analyser dans le détail l'action publique, mais d'insister sur la conception qui a sous tendu l'approche de la question urbaine pour pouvoir comprendre les stratégies sociales spécifiques aux différents groupes sociaux en présence.
Pris par l'urgence, les pouvoirs publics n'ont eu de cesse de promouvoir des réponses rapides, partielles et ponctuelles à la forte demande sociale (même si ces réponses peuvent prendre la forme de dispositifs appelés programmes ou plans urbains). Les grands programmes de

[1] Sociologue, Université de la Méditerranée, Aix – Marseille, Chercheur à l'IREMAM, Aix en Provence

[2] 30 % de la population vivaient en milieu urbain en 1966, 62% en 1998 et selon les premiers résultats du dernier RGPH plus de 80% en 2008. Les villes de plus de 100 000 habitants passent de 3 en 1962 à 32 en 1987 et plus de 60 aujourd'hui. 10 ont plus de 200 000 habitants. Les aires urbaines résultants des conurbations et de la densification du réseau urbain deviennent de plus en plus nombreuses. Alors que la population générale de l'Algérie a triplé durant cette période, la population urbaine, elle, été multipliée par 10.

logements, d'équipements, d'infrastructure et depuis peu de « villes nouvelles » sont des illustrations de ces interventions étatiques. Ces politiques publiques de développement urbain, loin d'être des réponses globales aux mutations de la société, reposent sur des logiques technicistes et technocratiques ; elles sont génératrices de nouvelles contradictions.

Cette gestion prioritaire de l'urgence, qui a vu l'Etat accompagner ou tenter d'encadrer les évolutions sociétales et spatiales (répondre à la question du logement et des équipements, contenir les effets de l'urbanisation sauvage…) s'appuie sur une vision restrictive de la ville.[3]

Seules les logiques de constructions ont prévalu alors que les questions liées à la gestion de la vie quotidienne ont été occultées. Aujourd'hui, sans que la phase de construction soit pour autant achevée, la question de la gouvernance des villes et de la mise en oeuvre de véritables approches permettant la maîtrise des nouveaux cadres spatiaux prend une place de plus en plus importante.[4] Contradictions sociales et tensions nombreuses issues de ses bouleversements tendent à s'exacerber, l'émeute urbaine, phénomène devenu courant, en est l'expression.

Ce rapide constat critique sur les politiques publiques et leur conception du développement urbain, il est nécessaire de le compléter par un autre, celui du retard pris par les sciences sociales en Algérie pour étudier un tel phénomène. Le déficit dans le domaine de la production de la connaissance est considérable.

Plutôt perçu comme un effet inéluctable du développement économique, de la crise des campagnes et de la poussée démographique, le phénomène urbain, s'il passionne, n'arrive pas à se construire comme véritable objet d'étude. Des disciplines comme la sociologie, l'anthropologie ou l'histoire sont trop souvent absentes de la réflexion. D'autres, telles la géographie et l'urbanisme, restent cantonnées dans des approches monographiques[5]. De manière générale la recherche actuelle est éparse, fragmentaire et souffre de son cloisonnement. L'accumulation de monographies souvent redondantes, l'absence de coordination permettant de mettre en œuvre des approches comparatives et de tenter des

[3] La création éphémère d'un ministère délégué à la ville a pu témoigner d'un début de prise de conscience de l'acuité d'un phénomène qui devient un centre d'intérêt identifié en tant que tel. Il pouvait pourtant laisser croire à une approche nouvelle de la politique de la ville.

[4] La notion de gouvernance urbaine permet de penser la ville de manière globale et d'agir sur le quotidien. Elle englobe aussi bien les domaines des compétences locales, de la participation des populations à la gestion de leur cadre de vie que l'élaboration d'outils de gestion du foncier et de l'immobilier.

[5] Ces disciplines ont le mérite d'avoir produit un savoir minimal sur la ville et de maintenir une veille scientifique.

synthèses, participent à la faible valorisation des recherches existantes.[6] Si les politiques publiques sont contestées, c'est trop souvent en se plaçant sur le même terrain, celui de l'approche techniciste, et du primat accordé au modèle et au rôle du cadre bâti sur les pratiques sociales.

L'enjeu est donc d'arriver à une meilleure connaissance des processus d'urbanisation et de produire des savoirs nouveaux sur les dynamiques et les mutations sociales de la société algérienne. Car la ville interpelle en premier lieu les sciences sociales. Notre propos doit se comprendre comme une invitation à la réflexion sur la ville en tant qu'objet d'étude transversal, objet qui n'est l'apanage d'aucune discipline spécifique mais dont chacune a une responsabilité particulière.

Construire la ville comme objet d'étude signifie la nécessité de rompre avec la vision de la ville réduite à un cadre spatial, pour la penser comme société. Nous essaierons de montrer comment ceci est un préalable à la compréhension des dynamiques urbaines dont les significations se révèlent dès lors qu'elles sont étudiées comme le résultat des pratiques sociales organisées ou spontanées, explicites ou implicites, mises en œuvre par les groupes sociaux agissant dans la ville réelle.

En clair notre ambition est d'inviter à une grammaire de la ville (Roncayolo, 1996) nous permettant de la décrypter comme langage sociétal, de comprendre sa syntaxe qui est écrite par les acteurs de la vie réelle. Pour rester dans la métaphore des langages, il nous faut penser la ville comme poésie (Heidegger, 1951) ou comme une partition musicale dont l'écriture est plurielle (Secchi, 2005).

Penser la ville c'est d'abord un nécessaire travail de remise en cause pouvant aller jusqu'à la rupture avec nombre de certitudes méthodologiques et théoriques. C'est arriver à dépasser la simple approche monographique, indispensable mais insuffisante, ou formelle, celle de la modélisation de la forme urbaine.

La ville comme laboratoire de la société : la nécessaire rupture avec « la ville modélisée »

Notre point de départ, c'est la ville réelle. Non pas la ville réduite à sa seule expression de cadre de vie, mais la ville comme système social. C'est ce paradigme de la ville, initié par l'école de Chicago qui nous servira à la construction de la grille d'analyse que nous proposons

[6] Un dépouillement systématique des publications, thèses, mémoires et travaux universitaires est un travail qui reste à faire. Par contre, la lecture des quelques revues algériennes de sciences sociales montre que la question urbaine occupe une place congrue. Il n'existe par ailleurs aucune revue thématique d'études urbaines.

pour interroger le fait urbain.[7] En construisant l'objet urbain comme système social et en faisant de la ville un laboratoire de la société, Wirth, Burgess et Park ont ouvert un champ d'investigation particulièrement fécond au sein duquel la sociologie à travers ses développements apportera nombre de réponses aux différentes problématiques urbaines.
Un tel point de départ oblige à opérer une rupture avec le formalisme qui prédomine encore largement dans les études urbaines algériennes.

- **La fascination de la ville modélisée**

La ville est un objet de passion, c'est ce qui s'exprime à travers l'opposition tranchée qui est faite entre la ville modélisée ou la ville idéalisée et la ville réelle. C'est ce que l'on retrouve fréquemment dans les approches qui partent d'une modélisation initiale pour étudier la ville. Dans cette optique, la ville idéale et idéelle, la ville rêvée, la ville modélisée, s'oppose à la ville chaos, la ville désordre, la ville sans âme, la ville marchandisée. Une telle opposition empêche de voir qu'entre ces deux représentations, il y a la ville réelle, la ville des usages et des usagers, celle qui aujourd'hui est en question. Cette fascination de la ville modélisée, qui joue un rôle prépondérant dans nombre d'études urbaines portant sur l'Algérie, se constitue comme un obstacle certain à la production des connaissances.
Cette tentation forte s'appuie sur une conception selon laquelle la ville historique, la ville d'avant l'urbanisme « était pensée alors que la ville contemporaine ne l'est pas ». On oublie que la ville historique est le produit d'une logique souvent inconsciente que l'on découvre après coup et que la modélisation qui en est faite est le produit de nos investigations intellectuelles contemporaines. La ville « arabo-musulmane », comme la ville médiévale européenne, existe dans des modèles que nous nous efforçons de reconstruire à travers ses éléments récurrents (la place, le palais, la mosquée, le marché). Mais avant d'avoir été conceptualisées par la pensée moderne, ces formes urbaines étaient d'abord des villes concrètes et réelles, traversées par leur logique d'ordre et de désordre, par leurs équilibres et

[7] La référence à l'école de Chicago n'est pas inutile. Non pas qu'il faille partager toutes les analyses produites durant plusieurs décennies, par ces chercheurs pionniers de la sociologie urbaine, mais c'est à eux que nous devons ce type d'approche de la ville comme système social total. Les conditions qui ont présidées à l'avènement de cette école ne peuvent nous laisser indifférents. Simple bourgade en 1830 au début de la révolution industrielle, Chicago comptera près de trois millions en 1930. Autant dire que dans cette période de profonds changements sociétaux, Chicago devient un laboratoire du changement social. A une autre échelle, les changements sont aussi spectaculaires en Algérie et nous invitent au même effort d'investigation, d'innovation méthodologique et de découverte.

leurs tensions. Rappelons-nous Ibn Battouta, au 14ème siècle, pris de vertige en découvrant le Caire qu'il décrivait comme « une mer agitée d'hommes »[8].
La ville réelle contemporaine a aussi sa logique, nous devons la découvrir.

- Sétif ou la préfiguration de la ville algérienne

Ainsi, la démarche formaliste reste prisonnière de la modélisation. Elle est essentiellement morphologique et la lecture des tissus est confinée à la recherche d'une cohérence intellectuelle forcément en décalage avec la vie réelle. Tout ce qui s'écarte du modèle est alors considéré comme dysfonctionnement urbain voire comme anarchie urbaine.
Il est symptomatique de voir comment la ville de Sétif fascine autant aujourd'hui, aussi bien le grand public, les autorités, jusqu'aux chercheurs. Sétif serait l'exemple, le modèle de l'urbanisme réussit. En fait, Sétif, préfigure bien le devenir de la ville algérienne. Ses grands axes et ses ceintures qui se sont développés à partir du damier colonial, ses grands boulevards et avenues bordés d'immeubles de rapport, de tours, mais aussi de commerces ; ses quartiers pavillonnaires aux villas cossues empruntant à la décoration éclectique de l'architecture mondiale, issues de l'autoconstruction, des coopératives « de semblables » ; ses promotions immobilières privées, ses grands ensembles d'habitat social et ses ZHUN, ses nouvelles résidences fermées de moyen ou grand standing, ses parcs et squares, son tissu relativement aéré, sont autant d'éléments qui impressionnent. En fait, une analyse plus fine de la ville montrerait qu'elle est traversée par les mêmes tensions urbaines que les autres villes algériennes. Mais Sétif peut à juste titre, sur bien des aspects être considérée comme la préfiguration de la ville algérienne. Son caractère morphologique « achevé » réconforte et donne une réponse à ceux qui ne voient dans la ville qu'ordre spatial.
En fait la ville n'est jamais achevée, elle se construit en permanence même si elle tend à se figer dans une morphologie qui lui donne une cohérence. C'est en cela que Sétif préfigure la ville algérienne. Les enjeux actuels qui la traversent (extension, reconquête par la promotion immobilière privée des anciens quartiers coloniaux, redistribution socio-spatiale, inégalités et nouvelles ségrégations), l'attestent et les différents acteurs de la ville en ont conscience. Plutôt qu'un modèle, Sétif est un exemple comme un autre de la rencontre entre structures sociales et cadre spatial.

[8] Cité par Braudel Fernand (1967), p. 370

Ville et société, quelle approche ?

Penser la ville comme système social nécessite la définition des catégories qui nous permettront d'identifier les éléments qui le constituent et le structurent. La sociologie urbaine s'est souvent heurtée à des approximations sur le contenu précis de son objet d'étude et sur le statut de la ville. De fait les études oscillent entre l'approche qui fait de la ville le facteur structurant des pratiques sociales (s'inscrivant ainsi dans le même type de démarche développé par Chombart de Lauwe en France et une bonne partie des auteurs de l'école de Chicago) ou le produit direct de l'activité économique et sociale (Castells, 1975).

Le premier type d'approche, également appelé écologie urbaine ou approche environnementaliste, tout en les articulant, affirme le primat de l'environnement, du territoire et de l'espace bâti sur la structure sociale. Dans une telle optique, les problèmes sociaux sont avant tout liés à l'environnement (cadre bâti, équipements etc.) et aux conditions de logement, compliqués par une ségrégation sociopatiale génératrice de dysfonctionnements.

Pour le second type d'approche, celui du primat des pratiques sociales sur le cadre spatial, il s'agit d'analyser les processus de production du cadre urbain ; la ville est le résultat d'un rapport de forces où mécanismes économiques (les marchés du foncier et de l'immobilier) jouent un rôle prédominant dans la fabrication de la ville et la distribution sociospatiale qui en résulte. Ces deux démarches opposées et néanmoins riches, se rejoignent pourtant sur un point central en posant le cadre spatial comme extérieur[9].

Pourtant, en nous appuyant sur les travaux de Pierre Bourdieu (1993), il est possible d'aborder la ville sous un autre angle, celui d'une démarche constructiviste permettant de comprendre dans un rapport dialectique les pratiques sociales et le cadre spatial.

Comprendre la ville c'est d'abord la lire *comme un produit sans cesse renouvelé de l'activité des agents et où ceux-ci sont eux-mêmes un produit des conditions sociales et urbaines.* Les individus agissant ne sont pas des entités abstraites et les pratiques urbaines ne peuvent se lire comme une simple agrégation d'actes et de choix individuels. Elles sont celles d'agents sociaux dont les pratiques ne peuvent se comprendre que comme entités collectives, c'est-à-dire de groupes sociaux dotés de capitaux économiques, sociaux, politiques et symboliques leur permettant de mettre en œuvre des stratégies plus ou moins élaborées.

[9] « *Cadre des pratiques, il intervient sur les comportements comme une cause externe, comme un facteur indépendant qui préexiste aux agents sociaux.* » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2000)

Esquisse d'analyse de la structure urbaine

C'est à partir de ce paradigme de l'analogie de la forme urbaine et des structures sociales que nous pouvons esquisser les grandes tendances de la structure urbaine de la société algérienne.

Partout dans le monde les sociétés produisent des espaces ségrégés. Pourtant, il est rare que la ville soit totalement ségrégée. Il existe certes des quartiers socialement très fortement marqués par des polarisations sociales (quartiers bourgeois et bidonvilles), mais à l'échelle de la ville des formes de mixité ou de tissus hybrides existent. Même dans les sociétés où le capitalisme comme forme historique de structuration sociale est fortement assis et où les mécanismes propres à ce type de société fonctionnent pleinement, la structure urbaine à l'échelle de toute la ville est rarement totalement ségrégée.

De manière générale les groupes sociaux se répartissent dans la ville en fonction des mécanismes du social objectivé dans le tissu urbain (Bourdieu, 1993), en particulier dans les prix du marché foncier et immobilier (mécanismes massivement économiques). Mais d'autres facteurs de types plus sociologiques et symboliques interviennent et agissent avec force. En plus des formes économiques et institutionnelles, la ségrégation est aussi le résultat de l'interaction de comportements individuels discriminatoires (perception de l'autre, choix du voisinage plus ou moins conscient en fonction du modèle culturel de référence) et les phénomènes de répulsion-attraction opèrent dans la distribution sociale de l'espace. (Schelling, 1980)

Dans un pays comme l'Algérie, où la structure sociale est en pleine recomposition, où l'Etat comme agent régulateur et redistributeur a eu une action très forte, la combinaison entre ces différents facteurs a produit un espace urbain reflétant les contradictions de la société. Tendanciellement, la ville algérienne se ségrége sous l'effet de ces différents mécanismes, mais souvent de manière brouillée.

La question du marché foncier en est une illustration. Longtemps régulé par les pouvoirs publics et les collectivités locales en tant que gestionnaire du foncier urbain, ce marché a été « faussé » par d'autres mécanismes faisant que le capital social mobilisable (lié à la place des individus dans un système de rapports de clientélisme) s'est souvent substitué au capital économique possédé qui de ce fait n'a pas été le seul facteur entrant en ligne de compte dans les distributions spatiales. Le capital social l'emporte dans de nombreux cas sur les mécanismes purement économiques. C'est ce que nous avons analysé à Sétif et dans les villes du Bas Sahara. (Belguidoum, 1995 et 2005)[10]

[10] En s'assurant le monopole du foncier urbain jusqu'en 1990 les pouvoirs publics ont joué un rôle central dans la constitution des nouveaux quartiers pavillonnaires. La vente à un prix réduit des lots à bâtir s'est faite à partir

Depuis une quinzaine d'années, le capital économique tend à redevenir dominant. Constantine et la réappropriation de l'ancien quartier pavillonnaire colonial de Sidi Mabrouk par les nouvelles fortunes issues du commerce de l'importation en est une illustration.

La distribution des agents dans la ville est donc le résultat de l'interaction entre capital social et capital économique donnant lieu à des échanges subtils : le capital social permettant la constitution d'un patrimoine et le capital économique s'échangeant contre du relationnel et du prestige.[11] Ce sont ces mécanismes complexes qui construisent et configurent la ville et qui définissent tendanciellement les distances sociospatiales entre les groupes ainsi que leurs chances inégales d'accès aux biens matériels et symboliques qui y sont offerts.

L'analyse des tissus urbains : juxtaposition et recomposition

Leur traduction dans le tissu urbain se réalise sous différentes formes, mais déjà les tendances ségrégatives sont évidentes. Empiriquement la ville algérienne se présente à l'observateur comme une juxtaposition de tissus qui historiquement ont construits la ville. Trois ou quatre tissus, selon les cas, se greffent les uns aux autres : le tissu précolonial (kasbah, médina ou ksar), la « ville coloniale » (et son plan orthogonal et ses îlots en damier), la « ville de l'autoconstruction » (qualifiée improprement d'habitat illicite, spontané, précaire) et la « ville planifiée » (celle des programmes d'urbanisme, des ZHUN, des grands ensembles d'habitat collectif et des lotissements pavillonnaires). A cela il faudrait rajouter les nouveaux tissus de la promotion immobilière privée, créés souvent dans les interstices des tissus existants, et les nouvelles périphéries urbaines issues de l'habitat précaire.

Cette approche empirique et morphologique de la ville permet de repérer les différentes périodes historiques et, à travers elles, les logiques sociétales qui s'inscrivent durablement dans l'espace. Mais trop souvent ce type de démarche se limite à ce constat et peine à découvrir la cohérence urbaine qui en découle.

Ces tissus constitués ne sont pas figés. D'une part ils évoluent de l'intérieur, par transformations successives. De nombreuses études et monographies nous ont montré

---

de listes établies localement par les pouvoirs publics. Ces modalités de vente ont profité aussi bien à des personnes aux revenus modestes (mais sécurisés, notamment les fonctionnaires) qu'à tous ceux qui ont su faire agir efficacement leur réseau de connaissance. Interventions multiples, pressions diverses et passe-droits ont largement participé à l'élaboration de ces listes. Ces lots ont parfois été revendus en seconde main. La pratique consistant à financer sa construction par la revente au prix fort d'un ou deux lots obtenus en utilisant des prête-noms a été fréquente.

[11] Le premier grand lotissement pavillonnaire de Sétif, réalisé dans les années 80 a rapidement été appelé « Dallas » par la population, en référence au modèle de la réussite sociale que la série télévisée américaine du même nom promouvait.

comment de l'indépendance à nos jours tous les tissus, tous les types d'habitat ont été l'objet de processus de réappropriation - transformation[12].

D'autre part, ces tissus à la morphologie hétérogène ne se tournent pas forcément le dos, ils s'articulent entre eux et constituent alors la diversité des tissus urbains participant à cette écriture urbaine qui permet de rythmer les séquences de l'espace. Ces tissus dialoguent entre eux, se confrontent, s'affrontent et s'interpénètrent. Ils font la ville. Ces processus de transformation sont graduels et les rythmes sont différents : certains se répandant par percolation à l'intérieur des autres tissus, d'autres se diffusent plus rapidement et agissent par absorption.

Les programmes urbains contribuent à relier entre eux ces tissus différents et tendent à donner cohérence à ce qui peut se percevoir comme la ville en fragments ou comme la ville hybride. Ainsi cette recomposition spatiale est une reconfiguration dont on peine encore à trouver la cohérence mais dont un certain nombre d'éléments annoncent déjà ce que sera la ville de demain. Sétif en ce sens peut être considéré comme un laboratoire. Partout ailleurs, une lecture dynamique des tissus permet d'aboutir aux mêmes constats.[13]

Certes, la discontinuité entre les différents tissus de cette nouvelle trame urbaine, la dimension hybride de ces villes toujours « en chantier », atteste de la ville inachevée. Mais ce qui est perçu comme ville chaotique, sans cohérence, sans identité, est en vérité la ville réelle produit des actions quotidiennes des différents acteurs.

Cette profonde transformation spatiale est le corollaire des mutations sociales qui ont caractérisé la société algérienne dans son ensemble. Mais l'inachèvement des mutations sociales se reflète et se traduit dans l'organisation spatiale. Ces transformations urbaines sont portées par des dynamiques sociales mises en œuvre par différents agents et groupes sociaux qu'il s'agit alors d'identifier.

Progressivement se met en place une organisation spatiale de plus en plus marquée. Les nouveaux territoires d'appartenance reflètent de manière plus évidente les inégalités sociales. Aux nouvelles hiérarchies sociales correspondent de nouvelles hiérarchies spatiales : nouvelles centralités urbaines, distribution de l'espace selon les normes de l'urbanisme institutionnel, naissance de quartiers résidentiels marquant la distinction sociale, édification le

[12] Le quartier de Tandja à Sétif a d'abord été un lotissement privé que la colonisation favorise car permettant d'accueillir les populations rurales et montagnardes du massif des Babor. Il sera à la fin de la colonisation, du fait de sa forte densité qualifié de cancer urbain, conception qui sera toujours en œuvre après l'indépendance. Constitué initialement de petites maisonnettes de un niveau, de deux ou trois pièces et d'une petite cour, les bâtisses de 3 ou 4 niveaux sont majoritaires aujourd'hui. Celles situées sur les grands axes devenus avenues ou boulevards se sont transformées en immeubles de rapport. Des exemples semblables concernent les tissus coloniaux.

[13] On peut se référer à l'étude que nous avons menée sur les villes du bas-Sahara. (Belguidoum, 2005)

long des avenues d'immeubles de rapport assurant la jonction entre les différentes parties de la ville, grands ensembles d'habitat collectif.

La mise en place progressive des éléments d'articulation urbaine, l'émergence tâtonnante mais réelle de nouvelles centralités faisant la jonction entre les différentes parties de la trame urbaine donnent une cohérence d'ensemble à ces nouvelles configurations urbaines où se cristallisent les nouveaux rapports sociaux. La ville hybride, la ville inachevée, la ville en devenir est aussi une ville ségrégée.

La ville ou la cristallisation des structures sociales

La ville étant le résultat de l'action sans cesse renouvelée des agents sociaux, son analyse passe obligatoirement par l'identification des groupes sociaux.

Pourtant, à travers la lecture des nombreuses monographies urbaines algériennes, force est de constater que très peu d'études portent sur les groupes sociaux. Alors que l'identification des groupes sociaux est un préliminaire à toute investigation réelle sur les pratiques urbaines (pratiques habitantes, processus d'appropriation, stratégies résidentielles à titre d'exemples), ceux-ci sont trop souvent occultés et remplacés par des notions vagues et générales, imprécises ou trompeuses. Ainsi les usagers de la ville sont désignés au mieux comme acteurs de la ville et souvent indifféremment comme habitants, citadins ou encore citoyens. Nommer les gens de la ville parait difficile. Si les termes génériques de population, d'habitant et d'usager sont neutres, ils sont trop généraux pour rendre compte des pratiques différenciées qui s'observent. La notion de « citadin », notion plus juste, a le mérite de renvoyer à un rapport global que les individus entretiennent avec la ville, alors que celle de « citoyen », récurrente dans les écrits, est une catégorie juridico-politique définissant non pas des rapports à la cité mais à l'Etat et la nation. Se limiter à ces notions générales, c'est se priver de catégories d'analyse donnant sens à la réalité sociale. Leur recours systématique témoigne d'un déficit conceptuel.

Cette difficulté à désigner les groupes sociaux est accentuée par la particularité de la société algérienne. Structure sociale en transition, traversée par des tensions exacerbées, elle apparaît souvent comme insaisissable. Inachevée, car en formation, elle se projette en tant que telle dans l'espace, dans la structure urbaine. L'analogie entre espace et société, entre les formes sociales et les formes spatiales, l'inscription de la structure sociale dans l'espace et par voie de conséquences des pratiques sociales dans la trame urbaine, ne peut être comprise dès lors que la structure sociale n'est pas analysée.

On peut définir à grands traits la phase de recomposition sociale actuelle comme le passage largement engagé d'une société qui avait construit son lien social sur des solidarités traditionnelles (lignagères et claniques) à une société où la solidarité tend à se construire sur des intérêts de classe et où les processus d'individuation se heurtent aux résistances des anciens codes sociaux toujours agissants. Ce passage, cette rupture ne se fait pas de manière mécanique. La survivance des solidarités traditionnelles et leur réactivation sous des formes diverses brouille les enjeux et la compréhension de la structure sociale. Difficulté aggravée par le poids considérable des activités informelles de différentes sortes et le recours massif à l'activité polyfonctionnelle des ménages dans leur vie quotidienne. C'est cette société de l'entre deux qui agit, qui façonne son espace, c'est dans la ville que les recompositions sociales s'opèrent. La distribution inégale et hiérarchisée entre les avoirs (les richesses économiques), les savoirs (qui définissent les positions de prestige et les légitimités sociales) et les pouvoirs (le politique) se réalise à travers de multiples combinaisons entre les différentes formes de capitaux possédés et utilisés par les agents pour les faire fructifier et ainsi construire leur place dans le nouvel ordre social qui se met en place.

Cette combinaison entre formes de la vie sociale issues des lois du marché et des appartenances à des groupes d'intérêts socio-économiques et formes d'appartenances lignagères et claniques se constate dans les pratiques quotidiennes comme dans celles plus stratégiques.

Dans cette société en pleine mutation, les stratégies résidentielles vont occuper une position primordiale dans la construction des trajectoires sociales. Elles sont souvent le résultat du mélange de ces deux formes qui se finalise avec la réalisation du projet résidentiel. Chaque étape d'un processus constructif (comme aussi pour l'attribution d'un logement locatif) est souvent traversée par ce recours aux deux formes de la vie sociale (acquisition du terrain à bâtir, construction, modèle architectural, vocation de la demeure). La combinaison de ces deux logiques se retrouvent dans la mobilisation des capitaux constitutifs de la pratique sociale et leur donne se caractère hybride. Ce sont ces deux logiques qui sont mises en œuvre simultanément et les capitaux (économiques, sociaux, symboliques) mobilisés sont eux-mêmes un mélange entre ces deux logiques.

Les dynamiques urbaines sont avant tout des dynamiques sociales. Les comprendre c'est d'abord repérer et identifier les agents sociaux qui agissent dans le champ social et qui tout en le configurant produisent leur cadre de vie.

La nouvelle structure sociale qui se met en place se lit en filigrane dans la répartition des activités et de la population active. Dans ces villes, dont la fonction principale est le service (2/3 de l'activité) et où le salariat est devenu dominant[14], les groupes sociaux se configurent.

Résultat de cette complexe combinaison entre les positions occupées dans les champs économiques, politiques et sociaux, la trame de la structuration sociale se précise. Anciennes et nouvelles élites sociales et politiques, gros négociants et industriels, nouvelles couches moyennes, employés et ouvriers, salariés saisonniers ou occasionnels, petits commerçants et artisans, intégrés ou non dans les circuits de l'économie formelle, chaque groupe se positionne dans la ville.

Cette profonde transformation spatiale est le corollaire des mutations sociales qui ont marqué l'Algérie depuis l'indépendance. L'inachèvement des mutations sociales se reflète et se traduit dans l'organisation spatiale. Ces transformations urbaines sont portées par des dynamiques sociales mises en œuvre par les différents agents et groupes sociaux.

Progressivement et sous l'impulsion des différentes forces sociales mues par leurs propres stratégies, la ville de demain émerge. Car ces villes inachevées sont aussi des villes en devenir, évoluant au rythme des recompositions sociales qui leur donnent le ton. Cette analogie de la forme spatiale et de la structure sociale, jamais totalement parfaite, s'exprime sous une forme réifiée ; l'espace réincarne la société, la ville cristallise la structure sociale.

Conclusion : pour une approche globale et transversale de la ville

Une telle approche de la ville ouvre des perspectives nouvelles et peut contribuer à un renouvellement problématique de la question urbaine en Algérie. Ce nécessaire renouvellement fondé sur une approche dynamique doit être accompagné d'une démarche d'ensemble dont le point de départ est la construction de l'urbain comme objet transversal.

Villes inachevées et en devenir, les villes algériennes, aux tissus hybrides et mal articulés, reposent sur des logiques que l'on peut identifier dès lors que nous fondons notre approche sur une véritable analyse de la structure sociétale et des groupes sociaux qui agissent en son sein. Les processus de production de l'urbain, du bâti et des espaces, les modes de vie, les pratiques et les représentations sociales induites par la ville, la construction des territoires urbains, le rapport entre l'espace voulu et l'espace vécu, la relation entre le système urbain et

[14] Le salariat occupe une place prépondérante, mais sa structure se modifie depuis 2004 et tend à se précariser. En effet, si les 2/3 des occupés sont salariés, les salariés permanents qui jusqu'en 2003 composait la moitié des occupés, ne sont plus que 39% en 2007. (En données absolues, leur nombre chute de 100 000 entre 2006 et 2007). Inversement les salariés non permanents (emploi saisonniers, contrat à durée déterminée et petits boulots) qui ne représentait que 16% des occupés en 2000 progresse régulièrement pour être 28% en 2007. (ONS, 2008)

le système économique, la question de la gestion quotidienne des cadres de vie, le rapport à l'environnement, les politiques publiques et leur efficacité, sont autant d'axes d'approche qui, en relation avec l'étude des dynamiques sociales, permettront de mieux cerner les enjeux des processus d'urbanisation.

Références bibliographiques

BELGUIDOUM Saïd, MILLET Denis (1985), "Détournements et retournements des modèles urbains et architecturaux à Sétif", in HAUMONT Nicole et MARIE Alain, dir., *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, L'Harmattan, Paris.

BELGUIDOUM Saïd (2005), « Urbanisation et urbanité », *La ville et le désert*, dir. Marc Cote, Karthala, Paris.

BELGUIDOUM Saïd (1995), « Recompositions sociales et nouvelles formes urbaines : la réappropriation du champ urbain à Sétif », in Gallissot René et Moulin Brigitte,dir., *Les quartiers de la ségrégation – Tiers monde ou quart monde ?*, Karthala, Institut Maghreb – Europe, Paris

BELGUIDOUM Saïd (2003), « Une société bloquée, la crise des idéologies en Algérie », in *Recherches Internationales*, n°67 – 68.

BOURDIEU Pierre (1993)*, La misère du monde*, Seuil, Paris.

BRAUDEL Fernand (1967), *Civilisation matérielle et capitalisme*, Armand Colin, Paris.

CASTELLS Manuel (1975), *La question urbaine*, Maspero, Paris.

CHOMBARD de LAUWE Paul-Henry (1960), *Famille et habitation*, CNRS, Paris.

GRAFMEYER Yves (2008), *Sociologie urbaine*, Armand Colin, coll. « 128 », Paris.

HEIDEGGER Martin (1951), *«* Bâtir, Habiter, Penser *», Essais et conférences*, Gallimard, Paris.

PINÇON Michet, PINÇON-CHARLOT Monique (2000), « La ville des sociologues » in PAQUOT T, LUSSAULT M. et BODY-GENDROT S., dir., (2000), « *la ville et l'urbain, l'état des savoirs »*, La découverte, Paris.

RONCAYOLO Marcel (1996), *les grammaires d'une ville, Essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille,* EHHS.

SCHELLING Thomas, (1980), *La tyrannie des petites décisions*, PUF.

SECCHI Bernado (2005), *Première leçon d'urbanisme,* Broché.